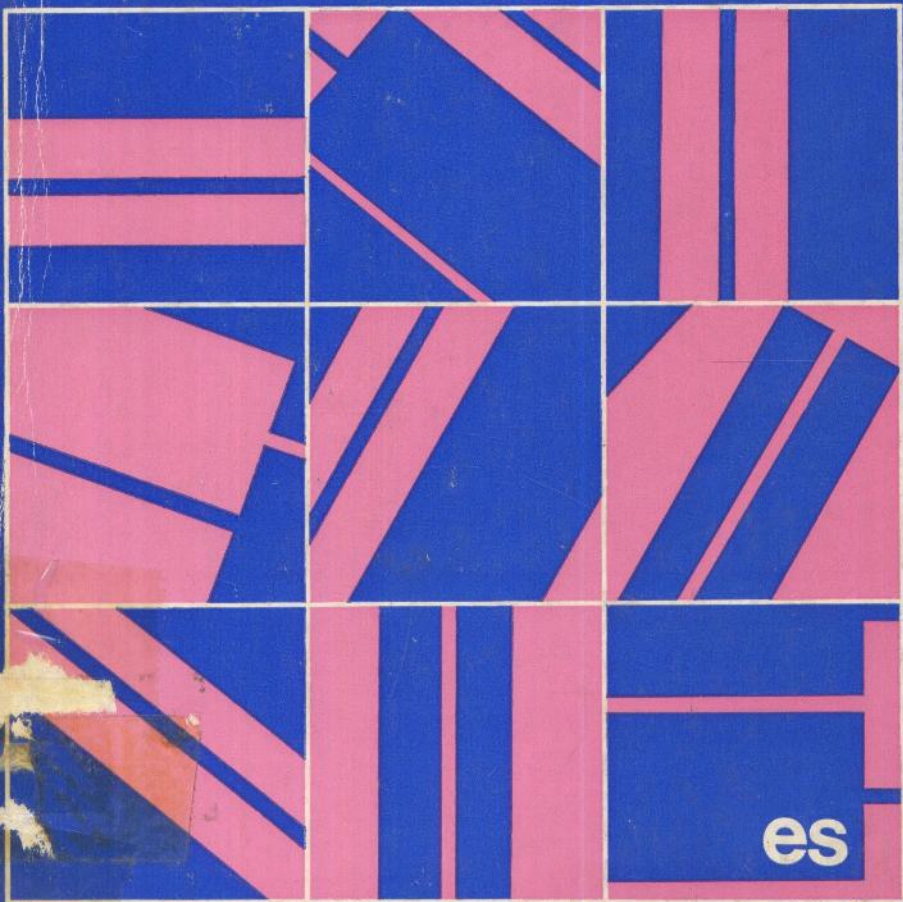


FRANCINE ET ANDRÉ DEMICHEL/MARCEL PIQUEMAL

# INSTITUTIONS ET POUVOIR EN FRANCE



es

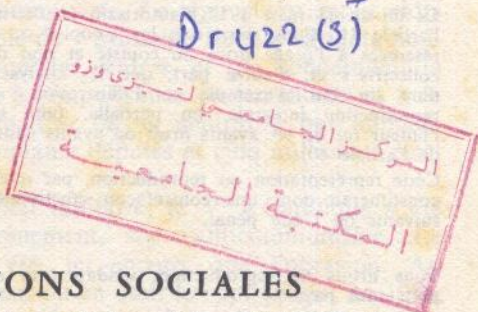
André DEMICHEL · Francine DEMICHEL  
Marcel PIQUEMAL

# INSTITUTIONS ET POUVOIR EN FRANCE

Une traduction institutionnelle  
du capitalisme monopoliste d'Etat

9868  $\frac{3}{4}$

Dr 422 (آ)



ÉDITIONS SOCIALES

146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris  
Service de vente : 24, rue Racine, 75006 Paris

# TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS .....	7
--------------------	---

## PREMIERE PARTIE

### LES ORIGINES DES INSTITUTIONS DE LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE

#### LES RESSERREMENTS DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE BOURGEOISE

Chapitre I — <i>L'origine commune : Le droit constitutionnel de la démocratie bourgeoise</i> .....	11
Section 1 — Le gouvernement par le peuple .....	12
§ 1 — Les principes .....	13
§ 2 — Les techniques .....	17
Section 2 — Le gouvernement constitutionnel .....	25
§ 1 — Les fondements de la suprématie constitutionnelle .....	26
§ 2 — La traduction de la suprématie constitutionnelle .....	27
§ 3 — Les sanctions de la suprématie constitutionnelle .....	28
Section 3 — Le gouvernement libéral .....	30
§ 1 — La proclamation des libertés publiques .....	31
§ 2 — La séparation des pouvoirs .....	32
Chapitre II — <i>L'origine historique spécifique : l'évolution constitutionnelle française</i> .....	42
Section 1 — Le principe du gouvernement constitutionnel libéral .....	42
§ 1 — Une évolution : le passage du suffrage censitaire au suffrage universel .....	43
§ 2 — Une hésitation : régime parlementaire ou séparation rigide des pouvoirs .....	44
§ 3 — Une constante : le libéralisme bourgeois .....	48

Section 2 — La tradition des gouvernements autoritaires ..	49
§ 1 — Les régimes autoritaires .....	49
§ 2 — Les tendances autoritaires .....	51
Section 3 — Les expériences de gouvernement populaire ..	52
§ 1 — La Convention jacobine .....	52
§ 2 — La Commune de Paris .....	53
Chapitre III — <i>L'origine contemporaine particulière : le projet constitutionnel gaulliste</i> .....	54
Section 1 — Les besoins constitutionnels du capitalisme monopoliste d'Etat .....	54
Section 2 — L'idéologie constitutionnelle gaulliste .....	58
§ 1 — La séparation effective des pouvoirs .....	58
§ 2 — La rationalisation .....	59
§ 3 — L'arbitrage .....	60

## DEUXIEME PARTIE

### LE CONTENU DE LA CONSTITUTION DE LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE

#### L'AUTORITARISME INSTITUTIONNALISÉ

Chapitre I — <i>Le pouvoir exécutif</i> .....	65
Section 1 — Le statut des organes .....	65
§ 1 — Le président de la République .....	65
§ 2 — Le gouvernement .....	68
Section 2 — La répartition des compétences .....	72
§ 1 — La répartition des compétences gouvernementales .....	72
§ 2 — Les pouvoirs propres du président de la République .....	76
Chapitre II — <i>Le pouvoir législatif</i> .....	84
Section 1 — Le parlement, représentant du peuple .....	84
§ 1 — L'attribution du mandat parlementaire .....	84
§ 2 — La protection du mandat parlementaire .....	88
Section 2 — Le parlement corps autonome .....	91
§ 1 — Les structures parlementaires .....	92
§ 2 — Les procédures parlementaires .....	94

Section 3 — Le parlement, détenteur du pouvoir législatif ..	95
§ 1 — Le pouvoir législatif .....	95
§ 2 — Les autorisations données au pouvoir exécutif .....	101
§ 3 — La participation au pouvoir judiciaire .....	101
Chapitre III — <i>Les rapports entre les pouvoirs publics</i> .....	103
Section 1 — Les rapports entre le président de la République et le gouvernement .....	103
§ 1 — Le système de 1958 .....	103
§ 2 — L'évolution de 1962 .....	104
Section 2 — Les rapports entre le parlement et le gouvernement .....	105
§ 1 — La responsabilité mise en jeu à la majorité simple .....	106
§ 2 — La responsabilité mise en jeu à la majorité qualifiée .....	107
Section 3 — Les rapports entre le président de la République et le parlement .....	109
§ 1 — Le schéma constitutionnel de 1958 .....	109
§ 2 — L'évolution constitutionnelle de 1962 .....	110
Chapitre IV — <i>L'ordre constitutionnel</i> .....	111
Section 1 — Le respect de la Constitution .....	111
§ 1 — Les arbitrages présidentiels .....	111
§ 2 — Le Conseil constitutionnel .....	112
Section 2 — La révision de la Constitution .....	115
Section 3 — Un texte équivoque .....	117

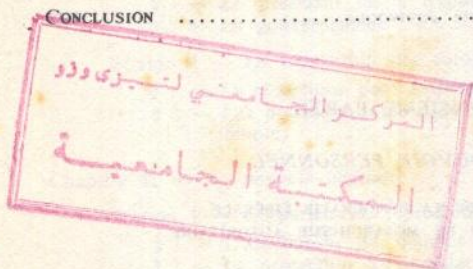
## TROISIEME PARTIE

### LE POUVOIR PERSONNEL

#### DU REJET DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE A L'ACCEPTATION DU MONARCHISME AUTORITAIRE

Chapitre I — <i>L'effacement du parlement</i> .....	125
Section 1 — Un législateur de plus en plus effacé .....	125
§ 1 — Les restrictions à l'initiative parlementaire .....	126
§ 2 — La diminution de l'indépendance parlementaire .....	132

Section 2 — Un censeur de moins en moins efficace ....	137
§ 1 — Les limites croissantes des contrôles traditionnels .....	137
§ 2 — Les insuffisances des contrôles nouveaux ....	145
Chapitre II — <i>L'ascension du président de la République : de l'arbitre au chef de parti</i> .....	174
Section 1 — Le président, arbitre original .....	174
§ 1 — L'arbitre politique .....	175
§ 2 — Le guide .....	180
Section 2 — Le président, détenteur inconditionné du Pouvoir .....	188
§ 1 — Le chef de parti .....	188
§ 2 — Le détenteur unique du Pouvoir .....	198
Chapitre III. — <i>Les libertés publiques</i> .....	201
Section 1 — Les éléments du problème des libertés publiques .....	201
§ 1 — La tendance à la restriction des libertés publiques .....	201
§ 2 — La capacité de résistance des libertés publiques .....	206
Section 2 — L'évolution des libertés publiques .....	208
§ 1 — Les libertés réduites .....	209
§ 2 — Les libertés falsifiées .....	212
§ 3 — Les libertés violées .....	213
CONCLUSION .....	216



Ce livre est la première tentative d'étude globale des institutions constitutionnelles et politiques françaises à la lumière du marxisme. Il y est établi comment s'est produit depuis 1958 un resserrement progressif du libéralisme démocratique bourgeois. La constitution elle-même était déjà autoritaire. La pratique l'est davantage...

Cette évolution n'est ni fortuite, ni liée à la personne de tel ou tel chef d'Etat. Les auteurs montrent avec brio comment le capitalisme monopoliste d'Etat impose ces mutations constitutionnelles.

Voilà donc, pour la première fois en France, le problème de l'Etat posé par des juristes marxistes.

Francine et André Demichel, Marcel Piquemal sont tous trois agrégés de droit. Francine Demichel est professeur à l'UER de droit de Lyon II et spécialiste de droit international public.

André Demichel est le directeur de l'UER de droit de Lyon II et spécialiste de droit constitutionnel et administratif.

Marcel Piquemal a été secrétaire de la commission des finances de l'Assemblée de l'Union française; il est secrétaire de la commission juridique de la C.G.T., président de la commission juridique de la F.S.M. et, aujourd'hui, professeur à l'Université de Dijon et de Paris X.

Leurs nombreux ouvrages et articles juridiques à tous trois font aujourd'hui autorité.